

"Bernard Voyenne: Nouvelle étape du fédéralisme" dans Cahiers du Monde nouveau (Décembre 1948)

Légende: En décembre 1948, Bernard Voyenne, secrétaire de rédaction du quotidien français Combat et militant fédéraliste, évoque les querelles idéologiques lors du congrès de l'Union européenne des fédéralistes (UEF) à Rome et insiste sur l'importance de la doctrine fédéraliste dans l'édification de l'Europe unie.

Source: Cahiers du Monde nouveau. Revue mensuelle. Décembre 1948, n° 10; 4e année. Paris.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"bernard_voyenne_nouvelle_etape_du_federalisme"_dans_cahiers_du_monde_nouveau_decembre_1948-fr-f68bbf24-092e-4cfc-85ca-e2a0335bc44e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Nouvelle étape du fédéralisme

Au moment où j'écris ces lignes, le II^e Congrès de l'Union Européenne des Fédéralistes, qui s'est tenu à Rome du 7 au 11 novembre, achève à peine ses travaux. Tout à l'heure, nos camarades vont être reçus en audience par S. S. le Pape Pie XII, de qui l'on attend d'importantes déclarations en faveur du fédéralisme européen. Cette rencontre de ce qu'il y a de plus neuf et de plus audacieux dans l'Europe contemporaine avec la Ville Éternelle est riche en symboles que je n'ai pas besoin de développer. Combien aussi était évocateur cet admirable cadre du Palais de Venise dans lequel nous tenions nos assises : la Salle de la Mappemonde, qui fut le bureau de Mussolini, abritait le Secrétariat du Congrès, et nous nous réunissions dans la salle même, grandiose, où le Grand Conseil fasciste se suicida tandis que s'écroulait « son » Europe. Plus de six cents congressistes venus de tous les points de l'Europe encore libre et représentant des dizaines de mouvements avaient pris possession de ces lieux où l'esprit européen fut si tragiquement bafoué, pour affirmer leur volonté de Justice, de Liberté et de Progrès social. Cette seule rencontre aurait suffi à faire de ce Congrès ce que l'on appelle un « événement ». En vérité, il fut beaucoup plus et beaucoup mieux : une véritable « inscription » historique.

Réuni sous ce double signe de la grandeur et de l'efficacité, ce Congrès s'est séparé en effet sous celui de la fermeté. Les congressistes de Rome ont proclamé sans équivoque leur volonté de voir à l'avenir le mouvement fédéraliste européen, pour lequel ils militent, mettre l'accent sur le terme « fédéraliste » plutôt que sur celui d'« Europe », dont l'équivoque devenait dangereuse à force d'être accueillante. Et c'est bien la plus importante des questions qui leur étaient posées : s'agissait-il de faire l'Europe inconditionnellement avec n'importe qui, pour n'importe quoi et contre le seul danger soviétique — ou bien de faire l'Europe, certes, mais une Europe libre, une Europe largement ouverte au progrès social, une Europe fortement structurée au sommet et pourtant respectueuse, à la base, de toutes les autonomies, c'est-à-dire, en un mot, une Europe fédéraliste ? Si les délégués réunis à Rome ont choisi avec netteté le deuxième terme de cette alternative, c'est en connaissance de cause et non sans que, l'opinion contraire ait eu largement la possibilité de se faire entendre, presque trop largement, peut-être, car, il est des libertés qui ressemblent à des pressions. Mais l'importance de la décision prise n'en a que plus de valeur et de poids.

Pour en comprendre toute la signification, il est nécessaire de revenir un peu en arrière sur le travail souterrain qui fut mené pendant les semaines qui précédèrent le Congrès. Ce n'est maintenant un secret pour personne que certains « Européens » aussi notoires que suspects avaient le secret espoir de voir, sous la menace du chantage à l'« urgence », les fédéralistes se livrer pieds et poings liés à leur politique. Dans un excellent numéro paru à la veille du Congrès et qui s'intitulait fort justement *Les deux visages du fédéralisme européen*, la revue *Esprit*, entre autres, y faisait une allusion de dernière heure. De tous côtés l'on entendait chanter par des sirènes trop polies pour être honnêtes le chant connu de l'Unité. Et bien des esprits sincères mais faibles en furent troublés. Le moment n'est-il pas venu, se disaient-ils, non, peut-être, d'abandonner nos particularités, mais de les fondre dans un vaste mouvement européen où nous pourrions défendre notre point de vue tout en poursuivant efficacement notre but essentiel : faire l'Europe ?

Grave, insidieuse tentation. D'autant plus dangereuse que la sincérité de ceux qu'elle menaçait ne pouvait pas, dans la plupart des cas, être mise en question. Tentation des « chefs », empressons-nous de le préciser, beaucoup plus que des troupes, tentation de ceux que les difficultés épuisent parce qu'ils les rencontrent chaque jour sous leurs pas, de ceux que la proie du succès séduit parce qu'elle semble à portée de la main. Tentation de ceux à qui les arbres de l'agitation risquent de cacher la forêt des buts poursuivis et qui ont tendance à se croire « réalistes » parce qu'ils voient de plus près, de trop près, les intrigues et les embûches du chemin. Tentation enfin de ceux que l'urgence oppresse légitimement et que tourmente le besoin légitime de « faire quelque chose » et de le faire vite. Oui, je crois que ces seuls motifs suffisent à expliquer, sinon les offres intéressées faites du côté des « Européens de choc », du moins la séduction que ces offres exercèrent sur des fédéralistes convaincus. Et je puis ajouter même, en toute sincérité, que je comprends, sans les absoudre, ceux qui furent tentés.

Pourtant la menace était grave. Il ne s'agissait de rien de moins, sous le prétexte de faire l'Europe le plus vite possible, que de renoncer à la faire ou, du moins, à faire une Europe qui fût digne de ce nom et que nous acceptions d'habiter. Ainsi vont toujours les activistes : ils prennent les moyens pour la fin et le mot pour la

chose. Ils partent socialistes et se retrouvent ministres d'un gouvernement bourgeois ; ils partent fédéraliste et se retrouvent centralisateurs et unitaires : pour quelle centralisation ? pour quelle unité ? Il serait cruel de le préciser ici. A vrai dire, l'affaire ne datait pas du jour où elle s'est offerte publiquement à l'attention des fédéralistes. J'imagine que la question s'est posée pour la première fois, en toute clarté du moins, pendant la préparation de ce Congrès de La Haye, grâce à quoi l'on voulait hier la justifier. Dès La Haye, en tout cas — je l'ai dit ici même il y a quatre mois — il apparut que certains étaient gagnés à la nouvelle thèse : non certes qu'ils la défendissent publiquement, mais parce qu'ils ne soutenaient que mollement les positions fédéralistes ou ne les soutenaient pas du tout, parce qu'ils modéraient ou laissaient étouffer les interventions de nos militants, parce qu'enfin les consignes de prudence, d'unanimité, venaient plus souvent que les consignes d'action, tandis que se multipliaient les comités d'« officiels », les équivoques mariages de carpes et de lapins.

Redisons-le cependant : ce Congrès de La Haye auquel nous avons participé sans réticences, dont le succès nous a réjouis et les résultats encouragés, ne fut un Congrès fédéraliste que dans la mesure où nous nous y sommes battus. Congrès pour l'Europe auquel participaient les fédéralistes, il pouvait, il devait être pour nous un tremplin et non un étouffoir ; victoire incontestable dans la bataille européenne, il aurait pu, il aurait dû être également une démonstration de la supériorité (encore est-ce trop peu dire) des thèses fédéralistes, si l'on n'avait eu trop souvent l'impression que les fédéralistes jouaient, malgré eux, une partie de perdants, qu'ils avaient été envoyés en vaincus dans la bataille, sacrifiés au mythe de l'unité européenne par tous les moyens.

Bien plus : le seul fait de dire ces choses, pourtant nécessaires, fut interprété par ceux qui venaient brusquement d'être saisis d'un vertige de conformisme et d'union sacrée comme un inadmissible sabotage de l'Europe, qui, selon eux, marchait à grands pas. N'est-ce pas la meilleure preuve de leur erreur que cette crainte de l'autocritique, même franche et cordiale, alors que cette dernière est si bien dans l'esprit du fédéralisme, qu'elle est cet esprit même, plus que d'aucune autre doctrine ? Était-ce extrémisme et surenchère de dire qu'avant, pendant et après La Haye nos positions n'avaient pas été défendues comme elles auraient dû l'être, c'est-à-dire avec intransigeance et souplesse, que nos militants n'avaient pas été guidés comme ils auraient dû l'être, c'est-à-dire avec fermeté et confiance ? Il ne paraît pas. La vérité oblige même à ajouter que, sans se borner à des remarques relativement modérées, certains — que l'on comprend — allaient déjà beaucoup plus loin et, déçus dans leurs légitimes aspirations, commençaient à prononcer le mot redoutable de « trahison ». L'accusation est certes trop forte, encore que la trahison prenne rarement cet aspect mélodramatique que son nom évoque bizarrement, et qu'elle soit plus souvent démission et crainte que vénalité ou changement délibéré d'opinion. Disons plutôt qu'à la veille du Congrès de Rome (et maintenant encore, car toute menace n'est pas définitivement écartée) le mouvement fédéraliste traversait une crise ou, mieux, une « maladie infantile », puisque le mot s'accouple assez joliment avec celui d'autocritique. Nos mouvements ont grandi vite, trop vite peut-être — si l'on n'a pas égard à l'urgence des événements mais aux lois de leur développement interne — depuis un an ou deux. Dans la décomposition morale, sociale et politique de l'Occident, et même du monde, nous représentons la seule force en croissance, la seule force neuve et, pour tout dire, révolutionnaire. Nos responsabilités sont lourdes, tandis que nos possibilités sont encore fragiles : il est normal que ceux sur qui pèsent le plus lourdement ces responsabilités et qui ont la tâche — dont je ne méconnais nullement la difficulté et les risques — de mener à la victoire un mouvement sortant à peine de l'adolescence en conçoivent souvent quelque effroi. Mieux que quiconque, ils connaissent nos faiblesses — faiblesses d'hommes, faiblesses d'argent — et ces faiblesses qu'ils voient de trop près risquent parfois de leur faire oublier notre véritable force, qui est une force de volonté et d'intégrité.

Mais comment ont-ils pu croire un seul instant que c'est en se renonçant lui-même et en signant de troubles alliances avec les hommes du grand capital que le mouvement pourrait surmonter la crise qu'il traverse ? Comment n'ont-ils pas su, au contraire, que c'est en affirmant toujours davantage ses positions révolutionnaires et en s'appuyant de plus en plus sur les couches populaires, et plus spécialement sur les travailleurs, que le fédéralisme serait véritablement lui-même et qu'il pourrait enfin passer à ces « réalisations pratiques » que nous attendons avec autant d'impatience que quiconque, mais que nous redoutons plus encore que le *statu quo* si elles devaient être le triomphe d'un libéralisme dépassé ou d'un conservatisme qui se durcirait bien vite en tyrannie ? Cela, qui avait pu échapper à certains, les délégués du Congrès de Rome — parce qu'ils étaient la « base », parce qu'ils se trouvent chaque jour en face des réalités

les plus concrètes — l'ont vu clairement. Et je ne crois pas être aveuglé par mes propres convictions en disant que, sans conteste, les deux plus importantes décisions de ce Congrès furent la motion sur l'unité des mouvements et celle sur le syndicalisme.

Dans la première, qui fut l'objet d'une passionnante bataille avant de rallier en fin de compte l'unanimité (grâce à la ferme autorité et à la clairvoyance impartiale d'Henri Frenay qui présidait la commission politique), les congressistes affirment nettement leur refus de voir le mouvement fédéraliste participer à l'impossible union de toutes les forces européennes qu'on leur proposait. Ils déclarent cependant que, plus que quiconque, ils ont le souci de l'unité et du rassemblement des forces, mais non pas dans l'ambiguïté et dans l'abdication. C'est pourquoi la motion précise en toute clarté à quelles conditions les fédéralistes pourront souscrire à un regroupement, souhaitable, des forces européennes. Disons simplement — encore que cette évidence ait pu un moment échapper à certains — que les fédéralistes ne sauraient envisager qu'un regroupement « fédéraliste » des forces. Rebelles à toute centralisation dictatoriale, ils ne le sont nullement, au contraire, à la conjonction des efforts et à l'unité d'action. Mais ils précisent bien, dans la première partie de cette motion politique, qu'ils ne consentiront à agir en commun qu'en faveur d'une Europe indépendante, progressiste, pacifique et respectueuse des droits que définit la Charte adoptée par la commission du même nom (et dont notre ami Alexandre Marc fut le rapporteur). Dans le cas contraire, ils sont clairement convaincus que le remède européen, qu'ils préconisent pourtant sans arrière-pensée, serait pire que le mal actuel. Et ils refuseraient de prêter leur concours à ce mauvais coup.

Quant à la motion dite « syndicale », rapportée par Robert Aron et soutenue avec vigueur par les nombreux syndicalistes présents au Congrès, elle est aussi nette qu'on peut le souhaiter. Elle affirme que la classe ouvrière, groupée dans ses syndicats, dont la tradition fédéraliste et internationaliste date de leurs origines mêmes, doit constituer à la fois le moteur et le principal bénéficiaire de l'Europe en instruction. Elle précise sans ambiguïté le droit des travailleurs à la gestion des entreprises qui n'existeraient pas sans eux. Elle réclame une large représentation des forces ouvrières dans la future Assemblée européenne et dans les organismes qui la précéderont. Elle déclare enfin que le régime de l'Europe de demain sera celui d'une démocratie sociale, sous peine de voir cette Europe avortée avant même que d'avoir vu le jour. Cette motion — adoptée par le Congrès à une écrasante majorité — marque un grand pas fait en avant par l'Union Européenne des Fédéralistes par rapport aux textes économiques et sociaux adoptés dans les précédents Congrès. Elle doit, à mon sens, faciliter grandement une large unité d'action de type fédéraliste entre l'U. E. F. et le mouvement pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et, d'une façon générale, avec toutes les organisations progressistes. Ce sera la tâche des dirigeants de l'U. E. F. pendant l'année à venir.

Ainsi le Congrès de Rome a pleinement rempli les tâches que ceux — parmi lesquels nous sommes — qui s'inquiétaient de l'orientation que semblait prendre, malgré la volonté de ses militants, le mouvement fédéraliste attendaient de lui. Il a redressé avec fermeté les positions en affirmant la conjonction rigoureuse de la doctrine et des méthodes tactiques ; il a évité une scission catastrophique en formulant ces exigences de fermeté de telle manière que tous (et ceux-là mêmes qui la veille semblaient flotter) s'y sont ralliés, nous voulons l'espérer, sans arrière-pensée ; il a précisé le contenu social du fédéralisme et intégré solidement les éléments ouvriers qui avaient manifesté au début des réticences bien compréhensibles ; il a élu enfin un nouveau Comité central qui reflète ces diverses volontés et aura la tâche de les appliquer au cours de l'année à venir ; il a fait du bon et sérieux travail et s'est efforcé, comme l'y exhortait le R. P. Chaillot, qui présidait avec autorité et bonhomie la dernière réunion plénière qui dura jusqu'à l'aube, de « donner l'exemple de ce que serait l'Europe de demain ».

C'est dans ces décisions qu'il faut voir l'importance véritablement décisive de ce Congrès, bien plus que dans le renom de certaines des personnalités présentes. Et pourtant il n'est pas sans intérêt de noter que M. Einaudi, président de la République italienne ; le comte Sforza, ministre des Affaires étrangères ; MM. Jouhaux, président de F. O. et du Conseil économique ; Villiers, président du Patronat français ; Ricard, vice-président ; les ministres en exercice Mitterand et Abelin ; les anciens ministres Frenay, Bichet et Dautry ; les écrivains Denis de Rougemont, Ignazio Silone et Robert Aron ; les syndicalistes Chevalme, secrétaire de la Fédération des Métaux ; Le Bourre, secrétaire de la Fédération du Spectacle ; Mathé, secrétaire de la Fédération des P. T. T., suivirent le Congrès ou y prirent la parole. Encore n'ai-je cité presque uniquement que des noms français et parmi les plus notoires. Mais, répétons-le, ce n'est pas cette

participation brillante qui importe le plus, si nécessaire fût-elle ; ce ne sont pas davantage les discours, dont certains furent remarquables, ni le cadre, dont j'ai dit qu'il était unique. C'est le fait qu'un mouvement, lourd de promesses et dont on peut dire qu'il est un de ceux — bien rares — sur qui pèse le poids véritable du monde de demain, se trouve d'ores et déjà majeur et ait su choisir la seule voie qui fût digne de lui et de ceux qui s'en réclament.

Il faut le répéter sans se lasser : le fédéralisme n'a de sens et il ne triomphera que s'il est lui-même, que s'il est radical, « intégral » comme nous aimons à le dire. Aucun repliement dans cette « condition préalable » : nous pouvons et nous devons nous mêler à tout ce qui, en quelque manière, va dans un sens qui nous paraît fécond. Nous voulons bien faire tous les « bouts de chemin » que l'on voudra, mais à la condition de garder toujours la claire conscience de nos exigences révolutionnaires, de conduire ceux à qui nous nous allions et non de nous laisser conduire par eux. Nous voulons faire l'Europe, certes, mais non pas n'importe quelle Europe : et c'est la seule manière de la vouloir vraiment. Nous voulons la paix de toutes nos forces, mais non pas la paix à tout prix, et c'est la seule manière de l'assurer. Telle est la leçon, l'utile leçon du Congrès de Rome. Il faut qu'elle soit entendue.

Bernard VOYENNE.

NOTE DE LA RÉDACTION

Bernard Vuyenne est allé au Congrès de l'Union Européenne des Fédéralistes, inquiet des destinées des jeunes forces fédéralistes. Il a pris une part active à ce qu'il jugeait un redressement nécessaire. A peine sorti du feu de la bataille, il a dressé, de ces rencontres, un bilan qui reflète l'impatiente intransigeance d'une foi intégrale dans la pureté fédéraliste.

S'il y a, déjà, une querelle du fédéralisme, Monde Nouveau, tribune libre des fédéralistes, n'entend pas s'ériger en juge sans appel ; il n'a nulle envie de distribuer des brevets d'orthodoxie ou de dresser des tribunaux d'inquisition. Nous souhaitons que l'article de Bernard Vuyenne laisse ouvert un débat où nos amis et collaborateurs confrontent loyalement et sans passion leurs préférences. Cette tension peut être salubre. Les principes mêmes du fédéralisme doivent permettre de faire converger les légitimes diversités vers une efficacité qui ne soit à base ni de compromis ni de peur. S'il doit servir à édifier l'Europe, le fédéralisme, à peine né, ne saurait, sans dommage, s'épuiser en psychanalyse ou se dissiper en esprit de chapelle.